

La démocratie est-elle condamnée à élire des tyrans ?

NB : cette dissertation ne vous dit pas ce que vous auriez dû faire. Elle a toutefois été faite en 4 heures et en m'en tenant (à une exception près) à des références qu'on a étudiées en classe ou qui faisaient partie de votre bibliographie. Sa longueur, en revanche, est liée à des fins pédagogiques : il s'agit de vous montrer la diversité des arguments envisageables, recevables, pour telle ou telle idée et, surtout, comment les articuler entre eux sans faire des « De plus » et des « Par ailleurs » qui vous font très souvent perdre le fil de votre réflexion dans vos copies.

On nous demande de déterminer si la démocratie est condamnée à élire des tyrans. La question peut sembler surprenante puisque, *a priori*, ce qu'on entend communément par *démocratie* c'est un Etat dans lequel les hommes sont libres, alors que la Tyrannie est un Etat dans lequel les hommes ne sont pas libres. Toutefois, la démocratie est un régime fondé sur l'opinion, laquelle est contingente et donc source d'instabilité politique. Ainsi il est clair que la démocratie contient le risque *immanent* d'un coup d'Etat qui « rétablit l'ordre » face au désordre induit par l'opinion, les désirs contingents et les conflits économiques et sociaux, comme c'est le cas, par exemple, au Chili sous Pinochet ou encore en Europe entre les années 1930. Mais cela ne veut pas dire que la démocratie est *condamnée à toujours* donner naissance à une tyrannie, mais simplement qu'elle rend cela *toujours possible*. Toutefois il semble suffire qu'un pays soit *trop démocratique* pour que, inévitablement, une certaine logique hystérique du désir l'emporte et entraîne tout le monde dans un rapport de force où, forcément, le plus fort finit par dominer.

Aussi, le problème est double : non seulement la démocratie est *condition nécessaire* de la tyrannie, son opposé – ce qui est déjà paradoxal – mais, en plus, elle semble aussi pouvoir en être la *condition suffisante*. Comment un régime peut-il avoir pour cause son exact opposé ? Ceci, *a priori*, n'a pas beaucoup de sens *en droit*, alors que, *de fait*, tout porte à croire que c'est bien ce qui se passe dans l'histoire ainsi que, nous le verrons, dans la structure fondamentalement hystérique du désir de l'homme.

Afin d'avancer dans la compréhension de cette difficulté nous devons donc, dans un premier temps, démontrer en quoi toute tyrannie semble avoir sa cause dans la démocratie. Ce constat sera rendu possible par le fait que tout pouvoir est, en substance, le résultat de la reconnaissance entre les hommes et, donc, qu'un Tyran doit toujours être à tout le moins *reconnu et accepté* sans résistance. A partir de là il nous faudra alors tenter de déterminer ce qui en l'homme rend possible une telle acceptation du tyran. Pourquoi les hommes ne résistent-ils pas à la suppression de leur liberté ? Nous verrons qu'il y a dans la nature même de notre psychisme une tendance naturelle au despotisme, un désir morbide de renoncer à notre liberté. Le résultat de ces réflexions sera donc pessimiste puisqu'il s'avèrera qu'il n'y a pas beaucoup d'espoir que l'humanité ne soit pas comme condamnée à constamment rejeter ce qui fait d'elle toute sa dignité : l'intellect, lequel rend possible sa liberté.

La démocratie signifie « le pouvoir du peuple » et se définit conformément à cette étymologie, à savoir comme un régime où les lois et les décisions sont censées être fondées sur la volonté du peuple. Une difficulté tient donc dans le sens même de cette notion, à savoir celle d'un peuple. Qu'est-ce qu'un peuple à proprement parler ? Rapidement on peut s'apercevoir que la notion n'a, en vérité, pas beaucoup de sens. En effet, si par peuple on entend la totalité des membres citoyens d'une société civile, alors on parle d'un objet qui ne peut être ni observé, ni étudié et qui donc peut encore moins exprimer une volonté. La volonté, en effet, a son siège dans l'individu, car elle est la faculté d'agir conformément à la représentation de certaines lois. La volonté d'une multitude d'hommes n'a donc, *a priori*, pas beaucoup de sens. Si le peuple est une notion qui n'a pas de sens, la démocratie comprise comme pouvoir du peuple n'a donc pas de sens non plus. Pourtant, nous disons de pays comme les Etats-Unis ou les Etats d'Europe qu'ils sont des démocraties. Est-ce à dire que tout ceci n'a aucun sens et qu'en vérité on ne sait pas de quoi on parle ?

Il semble clair, en effet, que tous les Etats que l'on qualifie de démocratiques sont en vérité soit des Républiques (comme la France), soit des Républiques Fédérales (comme l'Allemagne et les Etats-Unis), soit encore des Monarchies constitutionnelles. Le point commun entre tous ces Etats n'est pas tant la démocratie que ce que l'on nomme l'Etat-de-droit. L'Etat-de-droit c'est-à-dire le fait que les décisions qui sont prises doivent être inscrites dans un cadre défini au préalable et jamais fondées dans l'arbitraire d'un seul homme. Si l'homme qui gouverne doit bien *arbitrer*, cet arbitrage ne peut pas cependant être *arbitraire* en ce sens que sa décision doit correspondre à ce que la loi prévoit.

Aussi, si par démocratie on entend parler d'un Etat-de-droit, alors il va de soi que tout son fonctionnement est structuré de telle sorte à précisément éviter toute dérive arbitraire et donc toute tyrannie.

Cependant, le propre de la tyrannie c'est qu'elle installe son autorité par un moyen qu'on appelle *la force*. Or la loi ne peut rien sans la force, tandis que la force peut exister sans la loi. Je ne peux pas m'assurer de l'application des lois si les lois ne sont pas soutenues par une *force* de contrainte des citoyens désirant désobéir à la loi. Par contre, si la force est de mon côté, si tous les généraux d'un régime soutiennent l'exercice de mon autorité, je ne suis pas contraint par la loi et je peux contraindre, en revanche, tous les autres à obéir à la loi comme à mes caprices.

Autrement dit la question est ici de savoir ce qui fait qu'un président qui détient entre ses mains, comme c'est le cas du président de la République Française, un pouvoir militaire pratiquement sans limites, ne devient pas un tyran. On cite souvent l'existence de « contre-pouvoirs », mais ceux-ci sont des épouvantails sans valeur pour qui est déjà au dessus des lois et détient la puissance physique capable de nier toute autorité aux mêmes lois qui définissent cette séparation des pouvoirs.

Une réponse plus probable est le caractère proprement démocratique des mœurs d'une société. Si une société est mue par la passion de la liberté et de l'égalité devant la loi, il y a peu de chances que les ordres tyranniques soient suivis d'effet. Lorsqu'un peuple, lequel est aussi composé d'avocats, de notables et de personnes économiquement influentes, décide qu'une nouvelle loi ne passera pas, celui-ci, si tant est qu'il est uni par une tradition démocratique, aura toujours le dernier mot en ce sens qu'il peut paralyser son pays tout entier en s'arrêtant, par exemple, de travailler. Lorsque dans les années 2000 l'Indonésie a voulu faire passer des lois sexistes, les femmes de ce pays ont décidé de faire la grève du sexe. Trois semaines plus tard, la

loi était retirée. Lorsqu'un peuple décide de s'opposer à une mesure politique, aucun pouvoir symbolique, aussi vaste et étendu qu'il soit, ne peut rien y faire.

Toutefois, précédemment nous avons dit que la notion de peuple n'a pas beaucoup de sens en elle-même. On remarque néanmoins que celle d'un Etat et d'une société civile ont bien un sens dans la mesure où la seule chose qui fait qu'un chef de l'exécutif n'abuse pas de son pouvoir est la résistance qu'il sait qu'il rencontre dans la population, à savoir qu'il pourrait exercer son pouvoir tyrannique si et seulement si seule une toute petite minorité lui opposait une forme de résistance. Aussi le peuple existe bien à chaque fois qu'il agit comme tel, c'est-à-dire uni, que ce soit par des traditions ou des intérêts sociaux, économiques ou même par une idéologie politique.

Il résulte donc de ceci qu'une République et un Etat-de-droit ne sont possibles que par la volonté démocratique d'un pays tout entier, d'un Etat-nation : tant que la nation fonctionne dans le cadre des lois en vigueur, tant qu'elle ne commence pas à dysfonctionner et à y désobéir de façon systématique c'est que, de fait, ces lois sont acceptées par le corps politique dans son ensemble. En revanche, dès qu'une loi ou une mesure exécutive crée un trouble à l'ordre public on note très évidemment que celle-ci est, de fait, mauvaise, tout aussi juste et rationnelle qu'elle ait pu sembler être par ailleurs.

Par conséquent c'est d'un pays tout entier que dépend tout régime et toute loi et donc également la dérive tyrannique ; on comprend alors que la tyrannie dérive en vérité naturellement d'une volonté générale d'un peuple à ne pas résister et, même à aider le tyran. Un tyran, sans ceux qu'il tyrannise, n'existe pas, de même qu'une loi à laquelle personne n'obéit n'a aucune valeur.

Mais alors il apparaît ici que la tyrannie est le risque que recèle tout régime à valeurs démocratiques dans la mesure où il en va de la liberté même des hommes à se déterminer et, donc, à choisir de s'opposer ou de laisser faire. La démocratie est donc en quelque sorte toujours possiblement une tyrannie.

Toutefois la question demande si la démocratie est condamnée à élire des tyrans. Or ce que nous avons montré jusque-là c'est que la démocratie contient nécessairement ce risque comme possibilité immanente, mais pas que cette possibilité va nécessairement se réaliser.

Or puisque nous avons aussi montré que pour que cette possibilité se réalise il faut que le tyran ne rencontre aucune résistance, il semble donc possible de répondre par la négative à notre question : la démocratie ne mène pas nécessairement à la tyrannie.

Toutefois, il est clair que, et nous l'avons montré ci-avant, la tyrannie résulte toujours d'un processus démocratique. Par « processus démocratique », néanmoins, il ne faut pas entendre nécessairement une élection. L'élection n'est en vérité qu'une modalité de l'Etat-de-droit, car elle est précisément ce cadre légal par lequel on décide qui va gouverner et pour combien de temps, dans quelles limites du pouvoir et avec quelles prérogatives. La volonté ne s'exerce donc pas dans l'élection, la volonté est cette décision qu'il doit y avoir des règles. Peu important, au final, les règles, l'essentiel étant qu'elles soient des règles car ce que l'on veut c'est ne pas être soumis à des rapports de force, ne pas être soumis à l'arbitraire de l'autre.

Ainsi, si toute tyrannie ne résulte pas d'une élection au sens d'un suffrage, elle résulte bien toujours, toutefois, d'une « élection » au sens d'un choix. Hitler, par exemple et contrairement à

ce que l'on croit souvent, n'a pas été à proprement parler élu par le suffrage car il a en vérité perdu l'élection présidentielle de 1932 et n'a jamais rassemblé plus de 37% des suffrages dans cette élection, alors que le vainqueur, Paul Von Hindenburg en rassemblait plus de 53%. C'est toutefois à la suite d'une crise institutionnelle et d'une majorité relative au Reichstag qu'il est finalement nommé Chancelier en 1933, c'est-à-dire lorsque les chrétiens démocrates avaient déjà supprimé les libertés civiles dès 1927. Ce qu'on note c'est qu'alors même qu'il n'est pas directement élu, Hitler gagne son pouvoir des mouvements politiques d'une société tout entière apte à accepter qu'on lui ôte ses libertés. Il en va donc bien, au fond, d'une détermination démocratiques, quelles que soient l'issue et les modalités d'une élection. Cela revient à dire, de façon plus simple, qu'un tyran n'est pas tyran sans la société qui le reconnaît comme tel. L'autorité ne se possède pas, le pouvoir ne se possède pas, ils sont tous deux le fruit d'une *relation* de reconnaissance entre les hommes.

Peu importent les élections, du moment que l'Allemagne comme *tout* était dans une crise telle que sa population était prête à ne pas résister à la montée en puissance du nazisme, le nazisme allait continuer de monter. Si on s'interroge sur ce qui se passe dans l'actualité on s'aperçoit que le vote de la majorité n'est pas un argument décisif contre la montée d'un personnage pouvant ressembler à la figure classique du tyran (capricieux, irascible, peu informé des complexités de l'exercice du pouvoir, etc.), alors même que le corps politique dans son ensemble semble contenir comme tous les germes de cette montée en puissance : le rejet de l'autre, le rejet de la différence, c'est le rejet de la démocratie et le désir fondamental d'imposer à l'autre une volonté particulière. Peu importe qu'on ait une majorité votant pour Hitler ou Trump, ce qui compte c'est qu'il y a dans l'opinion cette idée que « tout est pourri » que « rien n'a de sens », que « tout est corrompu » ou encore que « de toute façon, ça ne sert à rien d'aller voter ». A partir du moment où une diversité d'opinions produit le même résultat, à savoir l'abstention et le retrait, on accepte la venue de ce qui vient, tel qu'il vient. Rejeter brutalement le monde politique, c'est accepter, nécessairement, sa dérive.

On comprend donc ici qu'il semble y avoir dans l'expression libre de l'opinion comme le germe de toute tyrannie et il y a des aspects de la démocratie qui sont déroutants et qui semblent laisser penser qu'elle contient bien la tyrannie comme conséquence nécessaire de son fonctionnement. En effet, la démocratie est un régime qui est influencé par l'opinion. Or l'opinion est fondée sur les désirs et même les phantasmes subjectifs et contingents des hommes. Ainsi il est courant de lire sur les réseaux sociaux des phrases telles que « De toute façon aucun candidat n'offre une véritable vision, ce sont des administrateurs ». Quand on songe à l'histoire de la pensée politique on réalise à quel point ce genre d'affirmation est totalement délirante puisque, précisément, ce dont on a besoin en politique ce sont d'hommes et de femmes capables *d'administrer* un pays. Quand on va voir un médecin, on espère quelqu'un d'expérimenté. Quand on va prendre un avion, on s'attend à ce que le pilote soit expérimenté. Mais quand on élit un dirigeant, soudainement, on voudrait quelqu'un qui n'a jamais gouverné et dont l'ignorance apparaît comme une sorte de qualité et de vertu.

Tout porte à penser qu'en matière de politique le « n'importe quoi » est la règle dans l'opinion, que le bon sens est perdu à jamais. La démocratie semble laisser la porte ouverte à ces sortes de délires antinomiques de toute stabilité politique et ne pouvant évidemment résulter que sur la venue d'un « sauveur », d'un « homme providentiel », lequel n'est rien d'autre en vérité et de toute évidence qu'un bon vendeur, ou démagogue.

On élit alors des hommes qui ont une « vision », qui sont « inspirés » et ce à contresens de ce qu'on ferait si on allait simplement voir son médecin. Mais que veut dire une telle expression dans la vie concrète ? Concrètement cela veut dire qu'on va agir contre la volonté des hommes, leur demander de faire ce qu'ils n'ont pas envie de faire, leur dire ce qu'ils doivent faire, quand ils doivent le faire et ce qu'ils ne peuvent plus faire. Que ce soit Lénine et la suppression de la propriété privée, un principe politique ancré dans les mœurs européennes depuis l'antiquité, ou que ce soit votre patron qui croit qu'il doit contrôler vos faits et gestes (ce qu'on appelle du micro-management, pour rester poli), dans tous les cas celui qui a une vision prétend, en somme, voir, penser et parler pour vous.

On aperçoit donc aisément comment l'opinion *appelle* de façon imperceptible mais non moins certaine une issue tyrannique du processus démocratique. Mais, encore une fois nous n'avons là qu'un faisceau de preuves de cette idée et non encore une démonstration.

Pour démontrer plus rigoureusement qu'il y a dans le mouvement même de l'opinion publique une tendance nécessaire vers l'élection d'un tyran, nous pouvons produire le raisonnement *apagogique* suivant : Imaginons-nous un instant qu'un candidat qui dirait « je n'ai pas de projet, je ne serai jamais totalement à la hauteur de la complexité du monde dans lequel on vit et je ferai de mon mieux pour agir au mieux des intérêts de tous, sachant que les intérêts de tous de toute façon ne sont jamais et ne seront jamais conciliables et qu'il y aura des chômeurs et des licenciements économiques, que l'inflation va continuer structurellement de réduire le pouvoir d'achat de la classe laborieuse et que tant qu'on sera dans un système humain libre il y aura des inégalités, etc. », croyons-nous une seconde qu'un tel candidat gagnerait ? Cela ne traverse pas même l'esprit. La démocratie désire des sauveurs et donc ouvre une voie royale à tous les opportunistes et manipulateurs possibles et imaginables, ce que les Sophistes d'Athènes avaient bien compris tant leur fortune (pouvant aller jusqu'à l'équivalent du budget militaire de la première puissance de l'époque) était fondée sur l'art de manipuler l'opinion, ce qui n'était possible que dans une démocratie.

Maintenant, il est peut-être aussi possible de démontrer, cette fois de façon ostensive et non plus apagogique, que la démocratie doit contenir la tyrannie comme conséquence nécessaire de son fonctionnement. Sachant qu'elle est le régime de la libre expression des hommes on peut dire que, si notre hypothèse est vraie, on devrait trouver la tyrannie dans la nature même du désir humain. Ainsi, si on arrive à montrer que l'homme désirera toujours un chef comme son *père symbolique*, alors on aura fini de montrer qu'une démocratie sera toujours condamnée à devenir, tôt ou tard, une tyrannie.

Pour cela il faut donc s'en remettre à la théorie psychanalytique, laquelle ramène le désir à trois fonctions pulsionnelles de base : la pulsion orale, qui est pulsion de possession, la pulsion anale, qui est pulsion de contrôle et de pouvoir et la pulsion génitale, qui est la seule des trois pulsions qui nous force à sortir de nous-mêmes puisqu'elle a son origine dans la découverte de l'Autre.

La démocratie recèle une dimension éthique : il s'agit d'accepter l'autre en tant qu'autre. Cela veut dire que le capitaliste doit toujours en définitive accepter qu'on n'aime pas l'idée qu'on concentre la richesse entre les mains d'une minorité et, réciproquement, le socialiste doit accepter l'idée que rien ne se fait dans le monde sans la poursuite de phantasmes de possession, de pouvoir et de richesse, et il doit en aller ainsi de tout débat social et politique. Même s'il ne s'agit que de

deux exemples assez simples en soi, on peut y voir là la structure des deux premières pulsions, couronnée par le symbolique du génital, qui est ouverture à la différence de l'Autre : Celui qui cherche à posséder (pulsion orale), doit être suffisamment évolué pour comprendre qu'on doit exercer un minimum de contrôle (pulsion anale) sur son désir, tout comme celui qui cherche à contrôler doit être suffisamment évolué pour comprendre qu'on ne supprimera pas la pulsion de possession, l'ambition et le désir de pouvoir des hommes. Autrement dit, ce qui fait qu'une démocratie peut fonctionner c'est le fait que les hommes soient capables de reconnaître l'autre, et surtout l'autre qu'ils n'aiment pas.

La démocratie contient donc ce que Habermas appelle, dans *l'Espace Public de la Raison*, un fond éthique communicationnel puisque, en somme, se disputer (et tant qu'il n'est que question de se disputer) c'est reconnaître l'autre. On ne se dispute pas avec son chien, seulement avec un humain.

Que se passe-t-il, alors, dans la dérive tyrannique ? Comment de ce fond éthique communicationnel de la démocratie, peut surgir comme par une nécessité intrinsèque, un Tyran ou une structure assimilable à une tyrannie telle qu'un régime militaire ou encore un régime à parti unique ? Certes, le refus de l'autre est la règle dans une tyrannie, puisque désormais tout le monde va devoir s'aligner sur un seul système de pensée, une seule façon de vivre, de penser, de prier et même de s'habiller. Mais est-on dans un retour névrotique à la seule pulsion de contrôle ? Il semble que ce soit effectivement le cas.

Si on songe en effet à ce qui se passe au Chili avant et lors du coup d'Etat de Pinochet, on note que c'est une partie significative de l'élite bourgeoise de la population qui soutient ce processus militaire. Certes il y a d'abord une faille institutionnelle dans le système électoral Chilien qui a pour conséquence que le gouvernement peut se retrouver dans un état de totale paralysie du fait d'un calendrier électoral le contraignant à constamment se voir opposer la souveraineté qu'il partage avec un parlement en situation de cohabitation. Les aléas démocratiques d'un régime parlementaire sont en effet aisément reconnaissables comme vecteur déterminant des crises politiques les plus graves.

Toutefois, la IIIème République Française ne devient pas une Tyrannie autrement que sous le joug de la puissance Nazie et, de même, on sait désormais que Pinochet est très largement aidé par les services d'intelligence des Etats-Unis, pays protégeant ainsi ses frontières contre toute percée du bloc de l'Est sur le continent Sud-Américain. Aussi il apparaît que la seule crise institutionnelle n'explique pas la dérive tyrannique puisque tout régime parlementaire semble avoir besoin d'une aide extérieure pour tomber.

Mais cela ne veut pas dire non plus que la cause d'une dérive politique tiendrait dans la puissance extérieure d'un autre Etat, lequel ne fait que renforcer, en définitive, un processus qui devait déjà être rendu possible dans le pays concerné. Sans le soutien de ses élites, Pinochet n'aurait pas eu le soutien des Etats-Unis et sans l'instabilité sociale et économique grandissante qui tournait essentiellement autour des grèves des mineurs de cuivre, lesquels étaient simplement ignorés par un système politique embourbé dans le jeu des contre-pouvoirs, tout ceci n'aurait probablement pas été rendu possible. Qu'un facteur soit déterminant ne veut pas dire toutefois qu'il est suffisant, sans quoi Cuba aurait cédé depuis longtemps, l'Iran n'offrirait pas la résistance qu'il offre aux Etats-Unis et la Russie serait depuis longtemps devenue une démocratie constitutionnelle authentique. Les puissances étrangères ne déterminent pas le sort d'un pays sans que les désordres internes de ce pays ne le permettent déjà ni sans qu'une population ait décidé

soit de poursuivre dans le sens des événements, soit encore de simplement ne rien faire, ce qui est encore en soi une décision souveraine.

Par conséquent il nous faut admettre que l'instabilité sociale est la cause de la chute d'un régime et non le régime lui-même, dont l'instabilité propre n'est que le symptôme du malaise d'une société, lequel peut tout aussi bien faire tomber la puissante couronne de Charles X en Angleterre ou encore toute la Noblesse Française entre 1789 et 1793 ; l'Autriche, la Prusse et la Russie n'y pourront rien, et ce n'est pas faute d'avoir essayé. La chute n'est pas, autrement dit, causée par les institutions, ni par aucun autre facteur qu'un facteur démocratique, pas plus que ces facteurs ne semblent pouvoir arrêter un peuple en colère.

On est en droit alors de remarquer qu'il y a toujours dans l'instabilité une fracture, ou un conflit social et, même, comme le disait déjà Aristote dans le livre II des *Politiques*, bien avant Marx, un conflit de *classes*. Ce conflit de classes est, comme cela est très simplement remarqué par le citoyen de Stagire, la source de toutes les dérives politiques. Dès qu'une classe commence à ne plus reconnaître la légitimité de l'autre classe à simplement exister, le système s'effondre et l'on sombre inévitablement dans une forme ou une autre de régime autoritaire : lorsque les riches, dit Aristote, concentrent trop de richesses, cela crée un profond sentiment de rejet dans le reste de la cité, induisant des révoltes, voire des révolutions qu'Aristote nomme « *démocratiques* ». Inversement et toujours selon le Stagirite, lorsque la démocratie est trop étendue, il y a un phénomène de confiscation des richesses, une élévation systématique des taxes induisant une réaction oligarchique ploutocratique qui, comme au Chili dans les années 1970, finit par nommer un « homme fort » capable de restaurer l'ordre (en vérité l'intérêt d'un seul camp) et qui par la puissance ainsi conférée se trouve en mesure de conserver son pouvoir indéfiniment.

Mais qu'est-ce qui rend cela possible ? Il faut, pour que tout un peuple accepte un tyran, qu'il accepte d'être contrôlé. Qu'est-ce qui dans l'évolution d'un homme fait qu'il accepte d'être contrôlé par une autorité ? Le lexique relatif aux tyrans semble parler de lui-même : du « petit père des peuples » à l'étymologie du mot « despote » qui, en Grec ancien signifie « chef de famille », en passant par toutes les métaphores du sauveur, du représentant de Dieu sur Terre, de « Saint père » et autres « patrons » et « patries » (*pater*, le père, là encore), l'image symbolique du père semble systématiquement s'imposer comme un mode opératoire essentiel de la tyrannie. Il y a donc, selon toute vraisemblance, une tendance naturelle de l'homme à reconnaître le despote comme un objet naturellement désirable, jusqu'à, donc, pouvoir *élire* la tyrannie.

L'argument symbolique ci-avant mentionné, évidemment, ne suffit pas tant c'est une induction qui relève de la métaphore plus que de la démonstration. Toutefois cet argument accompagne parfaitement le *fait* qu'il y a toujours une forme d'accommodation populaire des régimes autoritaires, comme nous l'avons ainsi déjà démontré dans notre première partie. Ce qui apparaît ici et qu'on ne voyait pas précédemment c'est, toutefois, la détermination d'un *désir* qui semble *névrotique*, au sens propre de ce terme comme *retour du refoulé*.

Si tel est le cas, si le désir des hommes est déterminant dans la dérive tyrannique, alors on peut aisément voir que dans un régime où les désirs des hommes s'expriment librement, le désir de la tyrannie va forcément s'exprimer. Soit, mais cela ne veut pas dire qu'il va *suffisamment* s'exprimer pour *toujours et forcément* donner naissance à une tyrannie. Nous avons donc *la condition nécessaire* de la tyrannie dans la nature de l'homme comme être animé par un désir névrosé du père symbolique, mais, comme au début de ce travail, il nous faut encore pouvoir

déterminer la raison suffisante pour que cette névrose se transforme toujours en hystérie généralisée.

L'hystérie est ici à prendre au sens lacanien du terme : c'est le désir, précisément, du père symbolique. L'hystérie, chez Freud, était déjà le désir de l'impossible, par exemple de Dieu, de la solution miracle ou du conjoint miracle, la frustration que l'on ressent quand on agit comme si tous nos problèmes devaient être résolus maintenant, tout de suite et, même, comme s'ils ne devaient même pas exister. S'il y a des pauvres, qu'on les fasse se taire. S'il y a des immigrés qui ont commis des crimes, on trouve cela insupportable et on les chasse, tous, sans discernement car on est déterminé par le fantasme hystérique de l'autre-danger. Si le juif nous semble coupable, tuons tous les juifs. Non seulement l'hystérie est bien entendu construite comme un fantasme, un délire, elle prend aussi ce fantasme pour réalité au point d'agir en conséquence en se manifestant comme symptôme hystérique au sens lacanien : désir du père symbolique, l'objet impossible par excellence. Il s'agit donc d'une forme de psychose. Aussi, pour finir de répondre il nous faudrait montrer que l'homme est fondamentalement condamné à cette hystérie.

Platon répond à cette question dans l'analyse qu'il fait du désir. En effet, selon l'auteur du Gorgias le désir est absence, ressenti du manque d'une chose. Or, si la chose désirée est absente cela veut donc dire qu'elle est phantasme. Maintenant, ce désir compris comme absence recherche la présence, si bien qu'il ne peut jamais être satisfait puisqu'il cherche son contraire qui, une fois trouvé (l'objet phantasmé) ne peut évidemment pas satisfaire le désir qui n'a d'intérêt que pour ce qui est négatif, c'est-à-dire absent à proprement parler. Aussi, tout naturellement, le désir désire l'impossible et comme le désir du père symbolique est hystérique précisément parce que désir de l'impossible, on peut dire que le désir est structurellement hystérique et, donc, que tout régime qui permet au désir de s'exprimer librement, se condamne à devenir une tyrannie. La démocratie étant un tel régime, elle est condamnée à devenir une tyrannie.

Pendant, Platon lui-même comprenait, comme cela apparaît dans le Livre VIII de La République, que cet échec de toute institution rationnelle du pouvoir induit par la logique infernale du désir et de l'opinion, intervient toujours à des moments clés : des batailles perdues, des attaques sanglantes qui voient alors revenir un « sauveur » ou ce que Robespierre, s'opposant à l'attaque de l'Autriche, redoutait comme le « retour d'un général vainqueur ». Aussi, au point de vue psychanalytique on trouve ici la détermination du traumatisme. Dans les jours suivant les attaques du 11 septembre 2001 à New York, le Congrès adopte le célèbre Patriot Act qui ouvre la voie à des pratiques assimilables à la torture, la prison de Guantanamo est remplie d'hommes qui se voient ôté tout droit, pas même un droit de prisonniers de guerre, et les libertés civiles sont réduites au point qu'une simple expression publique pouvant être assimilée à une tendance terroriste ou pouvant mener à inspirer des actions terroristes est criminalisée. Il devient légal de fouiller la propriété privée d'un automobiliste sans mandat et un citoyen n'a plus nécessairement droit à un avocat lorsqu'il est simplement soupçonné de collusion avec un groupe terroriste, supprimant ainsi le principe de présomption d'innocence. Cette hystérie collective résulte donc bien d'un traumatisme, lequel est si violent que tous, ou presque, sont prêts à renoncer à leur propre liberté. C'est pourquoi maintenir la paix et la sécurité du monde est une tâche que toute démocratie doit se donner, car la démocratie ne peut exister que dans un cadre éthique communicationnel privilégié, rare et donc précieux.

Il apparaît alors que la démocratie n'est pas seulement un constat de fait, qu'il n'y a pas seulement cet état de fait qui veut que tout renversement, à la base, est démocratique, fait avec l'assentiment, plus ou moins passif, d'un peuple. La démocratie, en sus d'être un fait, est aussi une

valeur et doit donc se défendre comme telle. Elle est l'objet d'une foi et non d'un savoir déterminé/déterministe, ce qui va de soi puisqu'elle est valeur de liberté, laquelle est elle-même une vérité herméneutique, c'est-à-dire qui n'existe qu'autant qu'on se bat en son nom, ce combat étant sa seule preuve.

Notre conclusion aurait pu être pessimiste. En effet, la seule parade consiste dans la séparation des pouvoirs dans une République davantage fondée sur l'autorité de la loi que sur celle de l'opinion. Mais, comme nous l'avons montré, la loi n'a de force qu'autant que le peuple veut y obéir et le jour où le peuple est assez fortement contre la loi, contre toutes les lois, le régime est nécessairement renversé. Il nous est en effet apparu assez clairement que les institutions, au final, ne changent rien et ne peuvent rien changer dès lors qu'elles ne sont pas ou plus reconnues par l'ensemble d'une population. On n'a de pouvoir qu'à l'aune du pouvoir qu'on nous reconnaît. Un président n'est pas contraint de quitter son poste, la loi ne contraint pas, il ne le fait qu'à l'aune de sa capacité à reconnaître la valeur de cette *tradition* qu'est l'alternance du pouvoir. Si le peuple est de son côté, il peut simplement rester en place tout comme la famille Bongo au Gabon demeure au pouvoir parce que la population est si divisée et si culturellement déterminée par l'image du chef que tout renversement de cette famille ne sera possible qu'à l'aune d'un bouleversement culturel. Ce n'est pas pour rien que les dictateurs s'en prennent toujours, en effet, aux intellectuels, aux Galilée, Copernic, Bruno, etc. Tout renversement de pouvoir est toujours le résultat nécessaire d'un mouvement démocratique. Mais cela, au final, ne montre qu'une seule chose : même si l'opinion du peuple est fausse, divisée, manipulable, contingente, mauvaise et dangereuse, elle est tellement souveraine qu'on ne peut strictement rien y faire. Le peuple est souverain et il faut faire avec ce *fait*, lequel permet alors de penser la valeur qu'est la démocratie. Quand un peuple n'est plus libre, c'est seulement sa liberté qui le sortira du joug sous lequel il se maintient lui-même. Mais, évidemment, si culturellement un peuple ne croit pas dans l'idée de liberté, celle-ci n'a aucune chance d'émerger, sauf crise nouvelle, et ainsi de suite, sans fin.